

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION

LILLE, 106, rue de Paris
PARIS, 43, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix — Toucouing

BUREAUX: Téléphone 351-17
45, rue de la Gare, 45
TOURCOING: Téléphone 9-85
3, rue Fidèle Lehoucq

DIRECTRICE: M^{me} Eug. GUILLAUME.

LA POLITIQUE ROUMAINE

M. GOGA DECLARE QU'IL NE CRAINT PAS "LES MENACES DE LA S. D. N."

Le premier ministre dit également que « l'antisémitisme de son pays n'est pas un mouvement de xénophobie doctrinaire ».

« Nous croyons en l'axe Rome-Berlin » précise de son côté M. Cornelius Codreanu, chef de la « Garde de Fer »



M. Cornelius CODREANU
Chef de la Garde de fer roumaine

Bucarest, 16 — Plusieurs hommes politiques roumains ont récemment accordé des interviews à des envoyés spéciaux de la presse étrangère.

A des journalistes italiens, le premier ministre, M. Goga, a notamment exposé l'argument essentiel de la nouvelle politique roumaine, c'est-à-dire l'antisémitisme.

Après avoir fait l'histoire de l'affluence hébraïque, il a déclaré :

« Il est évident que cet antisémitisme de la Roumanie n'est pas un mouvement de xénophobie doctrinaire. Que voulons-nous ? Aucune xénophobie. Nous reconnaissons les droits de toutes les minorités, mais nous voulons que soient conservées les bases de la vie de l'Etat et ces bases doivent être essentiellement roumaines.

» Au point de vue international, l'entente satisfait les justes revendications de toutes les minorités pour assurer à l'Etat une plateforme solide de paix intérieure.

(LIRE LA SUITE EN CINQUIÈME PAGE)

M. BLUMA ACCEPTÉ DE CONSTITUER UN GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE ÉLARGI

LE PARTI RADICAL N'AYANT CONFIRMÉ QUE PAR 32 VOIX CONTRE 26 ET 40 ABSTENTIONS L'INVESTITURE DE M. GEORGES BONNET CELUI-CI AVAIT RENONCÉ A SA MISSION

LA PARTICIPATION des communistes à un gouvernement de front populaire, à la condi- tion d'en appliquer le programme, est acquise d'avance.

(DE NOTRE REDACTION PARISIENNE)

La troisième journée de la crise ministérielle aura permis d'éclaircir un point essentiel.

Les délibérations nombreuses et parfois éloquentes du Parti radical-socialiste ont fait ressortir les hésitations et les incertitudes d'un grand nombre de ses membres. Cet état d'esprit s'est traduit par le vote d'une motion qui, tout en protestant contre l'exclusive prononcée par le Parti socialiste à l'égard de M. Georges Bonnet, ne fut votée que par 32 voix contre 26 et une quarantaine d'abstentions.

C'est à la suite de ce vote que M. Georges Bonnet ne se trouvant pas suffisamment soutenu par son groupe, se rendit à l'Élysée pour annoncer qu'il abandonnait ses consultations. En réalité, cette décision du ministre des Finances ne surprit personne. Dans les milieux parlementaires, on estimait que la seule personnalité susceptible de fermer le nouveau cabinet ne pouvait être qu'un membre du Parti socialiste et durant toute la journée se fut l'opinion générale dans l'Assemblée de Paris.

La plupart des parlementaires appartenant au Rassemblement populaire étaient d'accord pour affirmer que seul M. Léon Blum pouvait et devait dénouer la crise. Entre temps, le bruit courait que de nombreux sénateurs se montraient hostiles à une telle éventualité et qu'il fallait faire appel, soit à M. Albert Sarraut, soit à M. Camille Chautemps.

Vers 15 heures, on apprenait que le chef du Parti socialiste était appelé par le président de la République et qu'il était bientôt rejoint par M. Albert Sarraut. Dès lors, l'issue ne faisait plus de doute. Bien que les deux anciens présidents du Conseil se soient refusés à toute déclaration, nous avons pu savoir que l'entrevue fut extrêmement ému-



M. Léon BLUM, Chef du Parti Socialiste, photographié à sa sortie de l'Élysée. (S.A.F.R.A.)

vant et qu'à différentes reprises, M. Albert Sarraut fit valoir certains arguments qui incitèrent finalement M. Léon Blum à accepter l'offre qui lui était faite par le chef de l'Etat.

Durant toute la journée, les couloirs de la Chambre ne désimèrent pas. On suivait avec un intérêt croissant toutes les phases de la crise, toutes les allées et venues des chefs de groupes. Les commentaires allaient leur train, surtout on se penchait sur la résolution adoptée à l'unanimité par la délégation des gauches constatant que tous les groupes qui la composent se sont déclarés prêts à soutenir un gouvernement de Front populaire, appuyé sur une majorité de Front populaire et résolu à réaliser le programme du Front populaire.

Il n'est pas douteux que l'acceptation de M. Léon Blum ramènera l'espoir dans les milieux parlementaires où il jouit d'une haute autorité morale et politique. On était d'accord pour reconnaître qu'étant donné l'influence profonde qu'il exerce sur les militants de la classe ouvrière, il saurait leur inspirer la confiance nécessaire pour continuer la réalisation des réformes sociales votées par le Parlement.

D'une façon générale, le choix du leader socialiste comme chef du nouveau gouvernement paraissait en fin de journée approuvé par une très grande partie des députés.

On ajoutait que la majorité parlementaire Front populaire était actuellement à un tournant décisif et que seul M. Léon Blum devait reprendre les rênes du gouvernement. Certes l'heure est sérieuse. Néanmoins, son courage et son dévouement à la chose publique, M. Léon Blum va faire un nouvel effort pour redresser une situation qui n'a rien de désespéré. Fort d'une longue expérience politique et parlementaire, le président du Parti socialiste que les difficultés qu'il

va rencontrer à son tour n'intimideront pas, va faire l'impossible pour répondre à l'appel du président de la République.

Il va le faire en se souvenant qu'il a de réelles et vives sympathies ailleurs que dans son propre parti. Ce sera pour lui un soutien moral en même temps qu'un encouragement certain et il est intéressant d'ajouter qu'en portant son refus au président de la République, M. Georges Bonnet avait indiqué à M. Albert Lebrun que la logique voulait que M. Léon Blum fut appelé.

Le chef du Parti socialiste connaît les difficultés qui l'attendent. Il est de taille à les surmonter. Réussira-t-il dans son entreprise de former le nouveau gouvernement ? Peut-être serons-nous fixés dès aujourd'hui.

LA TROISIÈME JOURNÉE DE CRISE

Paris, 16. — M. Georges Bonnet est arrivé ce matin, un peu après 10 h. 30, au Palais-Bourbon, où il s'est rendu devant le groupe radical-socialiste pour obtenir confirmation de son investiture malgré le refus de collaboration du groupe socialiste. La réunion des parlementaires et des membres du Comité exécutif du parti radical-socialiste a commencé quelques instants après.

LA RÉUNION DU GROUPE RADICAL SOCIALISTE

Au début de la réunion du groupe radical-socialiste qui a été assez mouvementée, M. Georges Bonnet a fait part à ses collègues de la décision du Parti socialiste lui refusant sa collaboration et a demandé à ses collègues de se prononcer sur les suites à donner à cette décision.

Au cours du débat très animé qui a

suivi est exposé, plusieurs assistants sont intervenus pour demander au groupe de continuer à soutenir la tentative de M. Georges Bonnet, en soulignant que les socialistes avaient par ce refus, brisé la solidarité des partis associés dans le rassemblement populaire.

D'autres orateurs ont invité leurs collègues à aider plutôt les socialistes à secourir la tutelle communiste.

M. DELATTRE a évoqué alors le problème de la majorité, en rappelant que si le cabinet Bonnet n'avait pas les voix socialistes il serait obligé d'accepter les suffrages des partis du centre et de la droite qui ont jusqu'à présent combattu la politique du Rassemblement populaire.

M. MARCHANDEAU a répliqué que si le Parti radical-socialiste, acceptant l'exclusive prononcée contre M. Bonnet, laissait se constituer un cabinet présidé par une autre personnalité radicale, celle-ci pourrait se trouver amenée à accepter ensuite des mesures telles que le contrôle des changes que le Parti a toujours combattu.

M. LAMOUREUX, accentuant l'argumentation de M. Marchandéau, a déclaré que pour sa part il ne s'inclinerait pas devant l'exclusive prononcée par le Parti socialiste et qu'il fallait que le groupe fut unanime pour confirmer à M. Georges Bonnet l'investiture qu'il lui avait donnée hier.

M. THORP a combattu cette thèse en rappelant que la majorité sur laquelle le Cabinet pourrait s'appuyer devrait s'étendre jusqu'à la droite.

M. MIELLET a déposé alors la motion qui a été adoptée en arguant que le

M. PAUL REYNAUD sollicité par le leader S. F. I. O. a subordon- né son acceptation à des concours qu'il ne paraît pas possible de solliciter.

Parti radical-socialiste ne pouvait pas laisser passer sans protester l'exclusive socialiste. Il a ajouté que le vote de cette motion prendrait à son avis la signification qu'au cas où M. Georges Bonnet renoncerait à former le ministère, c'est à une personnalité du Parti socialiste que reviendrait la mission de constituer le Cabinet comme il l'a d'ailleurs revendiqué.

A la demande de M. Georges Bonnet, le président, comme conclusion au débat, a alors mis aux voix la tentative de M. Georges Bonnet qui a été adoptée par 32 voix contre 26 et une quarantaine d'abstentions. Puis la motion de M. Miellet qui a été votée à l'unanimité. Le groupe a décidé de se réunir de nouveau à 15 heures.

La motion adoptée

Voici le texte de la motion votée par le groupe radical-socialiste sur la proposition de M. Miellet :

« Le Parti radical-socialiste, à l'unanimité, fidèle aux principes du Rassemblement populaire, proteste contre l'exclusive dirigée sans motifs exprimés contre l'un de ses membres choisis par le chef de l'Etat pour constituer un gouvernement dont seul le programme devrait faire entre les groupes de la majorité, l'objet d'une discussion préalable et rejette toutes responsabilités quant aux conséquences de cette attitude ».

La majorité qui s'est prononcée pour l'investiture est insuffisante

Immédiatement après la réunion radicale-socialiste M. Georges Bonnet a conféré avec les chefs du Parti radical, MM. Edouard Herriot, Camille Chautemps et Edouard Daladier, sur les conséquences à tirer des votes émis au cours de la réunion du Parti radical. De nombreux députés radicaux estiment que le scrutin intervenu a pour premier résultat d'indiquer la volonté du Parti de prendre la direction du gouvernement de Front populaire.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

LES ATTENTATS TERRORISTES

UN VÉRITABLE ARSENAL EST DÉCOUVERT A PARIS dans un appartement inoccupé

Trois mitrailleuses, une cinquantaine de fusils, de nombreuses caisses de grenades, une grande quantité de munitions, etc., ont été saisis par les policiers



M. VANDEKERKOVE
Inventeur originaire de LILLE, inculpé de trafic d'armes, après son arrestation à CLERMONT-FERRAND. (Photo Nyl)

Nous avons annoncé hier, que quatre nouvelles arrestations avaient été opérées à Clermont-Ferrand, à propos de l'affaire du C.S.A.R. et que parmi les individus écroués se trouvait le lillois Vandekerckove, ingénieur, qui a avoué avoir participé à des transports clandestins d'armes et de munitions. Voici



Une photo de SAUVAGE qui a été écroué à la prison de POISSY. (Photo Nyl)

la suite de l'enquête menée par la police sur les actes terroristes du C.S.A.R.

Dans un appartement isolé

Les investigations poursuivies depuis plusieurs semaines dans l'affaire du C.S.A.R. par des inspecteurs de la police judiciaire, ont conduit ceux-ci à découvrir, ce matin, un important arsenal d'armements, dans un appartement inoccupé, au 3^e étage d'un immeuble situé 93, rue Saint-Lazare.

(LIRE LA SUITE EN CINQUIÈME PAGE)

La danseuse et le Sphinx



La folle danseuse hongroise, Edith ZEISLER, a gagné un pari curieux qui lui a rapporté 100 livres sterling, en grimant toute la hauteur du socle du Sphinx en faisant des « pointes ».

Lire en huitième page : notre « PAGE FÉMININE »

LA GUERRE EN CHINE

LE JAPON N'A PAS MODIFIÉ SA POLITIQUE D'AGRESSION

Mais le bruit court du rappel de son ambassadeur en Chine

Tokio, 16. — Le gouvernement a rendu public la déclaration concernant sa politique à l'égard de la Chine. Cette déclaration est conforme aux indications qui ont déjà été données à son sujet.

Voici la déclaration du gouvernement concernant la politique du Japon à l'égard de la Chine.

« Même après la prise de Nankin, le gouvernement japonais n'a pas jusqu'à ce jour cessé de faire preuve de patience. Vouloir donner au gouvernement national chinois, une dernière chance de revenir sur son attitude, le gouvernement japonais n'a cependant pas daigné reconnaître les véritables intentions du Japon, il persiste obstinément à lui faire opposition sans aucune considération tant pour l'état lamentable du peuple chinois, que pour le maintien de la paix et de l'ordre en Extrême-Orient.

LA SALLE DE SPECTACLE DU CASINO DE BERCK-PLAGE EST LA PROIE DES FLAMMES

Les dégâts sont évalués à 2.500.000 francs

Boulogne-sur-Mer, 16. — Un incendie s'est déclaré ce matin, dans la salle de spectacles du Grand Casino de Berck-Plage, construit en bordure de la mer.

C'est la belle-fille du directeur, Mme Mulgein, qui donnait des soins à son mari malade, qui aperçut la première des flammes et donna l'alarme.

Les pompiers de Berck, aidés de ceux du Touquet-Paris-Plage, combattirent énergiquement le sinistre de quatre à dix heures du matin et, grâce à leurs efforts, toutes les salles voisines purent être préservées, non sans avoir été assez endommagées par les torrents d'eau déversés.

La salle de spectacles, la scène, les décors et le mobilier, ainsi que les galeries ont été anéantis.

Les dégâts sont évalués à deux millions et demi environ. On croit que l'incendie a été provoqué par un court-circuit.

Le séjour à Berlin de M. Stoyadinovitch



Le Président du Conseil de Yougoslavie et Mme STOYADINOVITCH se sont rendus, ce matin, en automobile, à KARINHAL, aux environs de Berlin, où un déjeuner leur a été offert par le Général et Mme GOERING. Après le déjeuner, le Général GOERING a fait visiter à ses hôtes les réserves de gros gibier de la Scharfshude, où il a réussi à acclimater quelques superbes échantillons de bisons et d'élan.

On voit sur notre cliché M. STOYADINOVITCH (à droite), accueilli par le Général GOERING et M. VON NEURATH, passant en revue une compagnie d'honneur.